

# DIPLOMATIE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

N°86

DOM 8,95 € • NCL / PYF 17€ CFP • BEL / LUX / ITA / ESP / PORT / GRC / ALL / AUT / POL / GR / 9,95 € • CH / FS • JAP 12,95 € • HKG 12,95 € • CAN 15,50 \$CAN • USA 12,95 \$US • ISSN 1960-1960 LSP • MAR 90 IAD • ISBN 1960-1960

**GÉOPOLITIQUE**

L'Iran face à ses défis

**GÉOÉCONOMIE**Les investissements chinois  
à la conquête du monde ?**POINTS CHAUDS**États-Unis, Tunisie, Chili,  
Argentine, Gambie, Équateur

# POUTINE

## cap vers l'Asie ?

Retrouvez-nous sur [Areion24.news](http://Areion24.news)



## 6 / POINTS CHAUDS

- 08 - ANALYSE Gambie : la chute d'un dictateur
- 13 - ANALYSE Équateur : la « Révolution Citoyenne » entre ombre et lumière
- 18 - ANALYSE Les débuts de la présidence Trump ou la victoire du jacksonisme ?
- 23 - PORTFOLIO Méfiance et inquiétudes dans le monde après les décrets anti-immigration de Donald Trump
- 24 - ANALYSE Chili-Argentine : retour sur le conflit du Beagle  
Tensions frontalières et soif d'intégration en Amérique latine
- 29 - ANALYSE Le printemps tunisien ou la « révolution évolutive »



## 36 / DOSSIER

- 38 - ANALYSE Quelle place pour la Russie en Asie ?
- 43 - ANALYSE Russie-Chine : plus qu'un partenariat, mais moins qu'une alliance ?
- 47 - ANALYSE La Russie en Asie centrale : demain, la perte de l'« étranger proche » ?
- 51 - ENTRETIEN L'Asie, un axe économique stratégique pour la Russie
- 56 - ANALYSE Perspective indienne sur la Russie



## 60 / GÉOPOLITIQUE

- 62 - ANALYSE Précis de géostratégie iranienne au Moyen-Orient,  
à l'intention de Donald Trump
- 67 - ANALYSE L'économie iranienne après le compromis nucléaire :  
un bilan en demi-teinte
- 73 - ANALYSE La crise environnementale en Iran :  
enjeux politiques et dimensions régionales



## 78 / GÉOÉCONOMIE

- 80 - ANALYSE L'Amérique latine : nouveau pré carré de la Chine
- 85 - ANALYSE Pourquoi et comment les entreprises  
chinoises investissent en Europe



## 92 / ALERTES DE SÉCURITÉ

- 92 - CARTOGRAPHIE Alertes de sécurité dans le monde



## 96 / LECTURES



# Russie-Chine : plus qu'un partenariat, mais moins qu'une alliance ?

La Russie a fait de son partenariat avec la Chine la cheville ouvrière de son tournant asiatique. Toutefois, le rapport de forces entre les deux grandes puissances est nettement à l'avantage de Pékin. À l'heure où Moscou réévalue la place de la Chine dans son schéma asiatique, et cherche d'autres partenaires dans la zone, les forces et les faiblesses de cette relation doivent être examinées précisément, par-delà la rhétorique ambitieuse de la Russie en la matière.

**L**a Fédération de Russie et la République populaire de Chine (RPC) vivent actuellement une véritable « lune de miel diplomatique ». Pour Moscou, ce rapprochement présente de multiples avantages : faire face aux sanctions occidentales consécutives à la crise en Ukraine, trouver un débouché alternatif aux exportations d'hydrocarbures, souder un front commun dans les instances internationales contre les politiques étrangères occidentales.

Ce partenariat entre deux puissances géopolitiques de premier plan, mais profondément inégales, est-il viable pour la Russie ? On peut en effet douter de la capacité de la Russie à maîtriser son très explicite « tournant vers l'Asie » quand il s'agit d'un partenaire aussi puissant que la RPC. La Chine risque d'accaparer toutes les ressources diplomatiques, économiques, énergétiques de la Russie et de l'installer dans le statut de partenaire subalterne réduit aux fonctions de

## analyse

Par **Cyrille Bret**, directeur du site de géopolitique EurAsia Prospective ([eurasiaprospектив.net](http://eurasiaprospектив.net)) et enseignant à Sciences Po Paris.

**Photo ci-dessus :**  
Le président russe reçoit au Kremlin son homologue chinois Xi Jinping, le 8 mai 2015. Piliers de l'Organisation de coopération de Shanghai, les deux pays se posent notamment en garants de l'équilibre stratégique des forces en Extrême-Orient et, à ce titre, ont protesté conjointement début 2017 contre le déploiement du système de missiles antibalistiques américain THAAD en Corée du Sud. (© Ministère de la Défense russe)



# Dossier

fournisseur de matières premières et d'appui dans les enceintes internationales. Toute la question est donc pour la Russie de définir la place de son partenariat stratégique avec Pékin au sein de son « tournant asiatique ». Doit-elle porter les réalisations concrètes à la hauteur de sa rhétorique ambitieuse et nouer une véritable alliance avec Pékin ? Ou doit-elle désormais prioritairement diversifier ses partenariats en Asie (Inde, Vietnam, Japon, Corée) pour éviter un face-à-face trop exclusif et trop écrasant avec la RPC ?

**Photo ci-contre :**  
Le dirigeant de l'URSS Nikita Khrouchtchev rencontre le président chinois Mao Zedong à Pékin, en 1958. L'année suivante, le refus soviétique d'aider la Chine à acquérir l'arme nucléaire marquera la rupture entre les deux grandes puissances communistes, qui resteront en froid jusqu'à la fin des années 1980, s'affrontant même dans un conflit frontalier, en 1969. (DR)



## La normalisation récente des relations après les rivalités de l'ère communiste

Dès la fondation de la RPC, l'URSS cherche à nouer une véritable alliance pour effacer les différends hérités du XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, pour la Chine, la Russie tsariste est une des anciennes puissances coloniales, car elle lui avait arraché la région de Khabarovsk, dans le Nord-Est de la Chine, par les « traités inégaux » d'Aigun (1858) et de Pékin (1860). En 1949, l'URSS de Staline est parmi les premiers États à reconnaître la RPC, signant avec elle un traité d'amitié en 1950, la soutenant sur la scène internationale et lui envoyant massivement des techniciens pour favoriser son développement.

Unis par leur hostilité au bloc occidental, les deux pays entrent pourtant en rivalité pour le *leadership* du mouvement communiste international. À partir de 1956, le Parti communiste chinois (PCC) critique la déstalinisation et la détente lancées par Khrouchtchev. La rupture intervient en 1959, quand l'URSS refuse de transférer la technologie de la bombe atomique

à la Chine. Durant la décennie 1960, la tension se développe : l'URSS rappelle ses techniciens et la RPC dénonce les empiétements territoriaux de la Russie en Chine de l'Ouest et du Nord-Est. L'hostilité culmine en 1969 avec une guerre violente sur les frontières des fleuves Amour et Oussouri. Sur la scène internationale, le divorce est complet : d'un côté, l'URSS soutient des rivaux asiatiques de la Chine (Inde, Vietnam) alors que la RPC soutient les rivaux des Vietnamiens et noue une alliance de revers avec les États-Unis en 1972.

La fin de l'URSS permet l'ouverture d'une période de normalisation. Le rapprochement est même rapide : dès 1992, les deux États multiplient les contacts du plus haut niveau et, en 1996, ils

développent. Les deux États soldent les contentieux territoriaux en 2004 : la Russie rétrocède en effet à la RPC la base navale de Dalian et plusieurs îles et îlots sur les fleuves Oussouri et Amour.

## Une vision commune des relations internationales fondée sur la non-ingérence

Durant la dernière décennie, les différents aspects du partenariat stratégique sino-russe se développent de façon inégale. Intense en matière diplomatique, sécuritaire et militaire notamment par le biais de l'Organisation de Coopération de Shanghaï (OCS), la coopération est plus récente et plus circonscrite dans le domaine économique.

Le ciment historique du rapprochement est la commune volonté d'effacer les humiliations imposées par l'Occident. La Chine prend sa revanche sur l'impérialisme occidental des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et la Russie revient sur l'abaissement imposé après la fin de l'URSS. La convergence politique s'exprime de façon très nette dans l'opposition aux interventions américaines perçues comme des tentatives d'encerclement. Ainsi, les opérations américaines au Kosovo (1999) et en Irak (2003) ont été dénoncées par Pékin et Moscou comme des atteintes à la souveraineté des États. Pour les deux États, il s'agit de prévenir toute intervention à Taïwan, en Corée, dans le Caucase ou en Ukraine. C'est dans cette perspective que la Russie peut s'appuyer

**“La convergence politique s'exprime de façon très nette dans l'opposition aux interventions américaines perçues comme des tentatives d'encerclement.”**

conlueut un partenariat stratégique. Celui-ci n'est pas exclusif. Mais il jette les bases de coopérations dans plusieurs domaines essentiels pour les deux pays. Le rapprochement est tel que les deux États signent, en 2001, un traité d'amitié exposant au monde leur vision commune des relations internationales : le respect des souverainetés étatiques doit être scrupuleux, la charte de l'ONU et les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU doivent être appliquées à la lettre, y compris en cas de veto, et chaque pays a droit à élaborer son propre modèle de

régiulièrement sur la Chine au Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) : depuis 2007, la Chine a utilisé sept fois son veto au CSNU, toujours avec la Russie, pour empêcher les atteintes au principe de souveraineté. Ainsi, les deux États ont soutenu des lignes proches sur le nucléaire iranien, la guerre civile en Syrie ou encore le terrorisme islamiste international.

Depuis la crise ukrainienne, la convergence des positions sur la scène internationale est particulièrement forte, surtout à la demande de la Russie : face



aux sanctions occidentales, le président de la Fédération de Russie se rend à Shanghai en mai 2014 pour renforcer son alliance de revers ; et le président de la RPC participe aux célébrations du 70<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de la Deuxième Guerre mondiale à Moscou le 8 mai 2015, alors que l'Europe et les États-Unis les boycotttent.

### L'Organisation de Coopération de Shanghai : cadre multilatéral pour partenariat bilatéral

La fondation de l'OCS fournit un cadre propice au partenariat sino-russe dans le domaine de la sécurité. En 2001, les tensions sont maximales sur l'élargissement de l'OTAN et le détroit de Taïwan. En réaction, la Russie et la Chine fédèrent autour d'elles les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, et Kirghizstan) afin de s'opposer à l'hyperr puissance américaine.

Les finalités essentiellement sécuritaires de l'OCS reflètent les priorités des deux partenaires au fil de

moins de sept exercices navals conjoints d'ampleur dans les différentes mers de Chine, mais également en Méditerranée orientale. Ces entraînements font graduellement évoluer l'OCS vers un bloc militaire rival de l'OTAN.

La coopération est nourrie dans le domaine des armements. Après 1989, en raison des sanctions occidentales consécutives à la répression des mouvements démocratiques de la place Tiananmen, la Chine se tourne vers les exportations d'armement russes pour moderniser ses forces armées. Ainsi, durant les années 1990, la Chine a représenté 50 % des débouchés des exportations d'armement russes. En 2005, à la suite des manœuvres conjointes « Mission de Paix 2005 », la RPC a commandé à la Russie de nombreux avions de combat et de transport. Dans le domaine des missiles également, la Chine s'est régulièrement approvisionnée auprès des industries russes. Plusieurs projets communs sont actuellement annoncés (hélicoptère lourd, bouclier antimissile, etc.)

**“Le partenariat sino-russe unit le premier exportateur d'hydrocarbures et le premier importateur d'hydrocarbures au monde.”**

la décennie : faire pièce aux révoltes de couleur en Asie centrale et aux mouvements séparatistes, extrémistes et terroristes (confondus dans une unique catégorie). Ils souhaitent contenir la présence américaine dans la région, en Afghanistan et au Moyen-Orient. Ils obtiennent la fermeture des bases aériennes en Ouzbékistan et au Kirghizstan suite au sommet de l'OCS d'Astana en 2005.

La Russie utilise explicitement l'OCS pour réaliser une grande partie de son « tournant asiatique » en accordant le statut de membres à l'Inde et au Pakistan en 2016 et celui d'observateur à l'Iran (2005) et à l'Afghanistan (2012). C'est dans le domaine militaire que les coopérations sont les plus poussées. En 2005, 2007, 2009 et 2010, la Chine et la Russie mènent des exercices militaires d'ampleur dans le cadre de l'OCS sous le nom de « Mission de Paix ». Le volet maritime est développé : entre 2005 et 2016, Chine et Russie ont mené pas

Même si l'Inde a détrôné la Chine comme premier client des armes russes, la Russie a fait de ses exportations de défense vers la RPC un des grands axes de son « tournant asiatique ». Grâce aux exportations vers la Chine, la Base industrielle et technologique de défense (BITD) russe a pu se reconstruire et dégager des ressources pour la R&D.

### Des coopérations plus récentes dans le domaine économique

Longtemps, les échanges économiques ont été le point faible des relations entre la Russie et la Chine. Mais, depuis le début des années 2010, la seconde est devenue le premier partenaire économique de la première, si bien que les deux États se sont donné pour but désormais de porter leurs échanges de 90 à 200 milliards de dollars US par an.

Les exports sont peu diversifiés du côté de la Russie : 80 % des exportations russes vers la Chine sont constitués d'hydrocarbures. Le partenariat sino-



russe unit le premier exportateur et le premier importateur d'hydrocarbures au monde. La construction de gazoducs et d'oléoducs a pris des retards importants en raison de désaccords persistants sur les prix et de réticences côté russe. Il faut attendre 2010 pour que la Russie ouvre son premier oléoduc vers la Chine.

Mais c'est en 2014 que la coopération énergétique a commencé à être mise en œuvre à la hauteur de ses potentialités. En effet, le projet de gazoduc « Force de Sibérie » a alors pris corps. La Chine et la Russie ont signé un accord de fourniture de gaz de 38 milliards de mètres cubes par an à partir de 2018, pour un montant total estimé à 400 milliards de dollars US et pour une durée de 30 ans. Cet accord particulièrement exigeant en investissements et en infrastructures scelle définitivement le partenariat économique sino-russe.

D'autres coopérations économiques plus limitées sont également en cours. La Chine et la Russie coopèrent, depuis la présidence Medvedev, dans le domaine des hautes technologies aéronautiques, spatiales et nucléaires. La Russie contribue ainsi au chantier de la centrale nucléaire de Tianwan. Dans le domaine des infrastructures, notamment ferroviaires, la Russie fait fréquemment appel à la Chine. Le tourisme est lui aussi en essor : la Russie est une des cinq destinations préférées des touristes chinois.

Dans le domaine financier, la Chine et la Russie tentent de développer, à travers l'organisation des BRICS, un système bancaire et financier concurrent des marchés financiers occidentaux : depuis 2010, les deux pays ont entrepris de régler leurs échanges commerciaux

### Photo ci-dessus :

Centrale nucléaire de Tianwan, en construction sur le littoral de la mer Jaune, dans la province du Jiangsu, proche de Shanghai. Ce chantier est le fruit d'un accord passé en 2010 entre le russe Atomstroyexport et le chinois JNPC pour la construction de deux réacteurs nucléaires supplémentaires sur la centrale de Tianwan, dont les deux premiers réacteurs avaient déjà été construits par l'entreprise russe. Il s'agit de l'un des plus grands projets économiques russo-chinois.  
(© 风之清扬)



## Photo ci-dessus :

Après avoir acheté une licence de production du chasseur russe Su-27, la Chine en a finalement produit sa propre version non autorisée, le Shenyang J-11, pour venir ensuite le concurrencer en cassant les prix sur les marchés export. (© Myles Cullen/DOD)

en monnaies nationales et non plus en dollars ; ils tentent de mettre sur pied un système d'échanges interbancaires alternatif à SWIFT ; ils ont créé une banque internationale des BRICS et en 2014, les deux États ont signé un swap de liquidités de 150 milliards de yuans.

Dans le domaine économique, le but de la Russie est triple concernant son « tournant chinois » : premièrement, ériger l'organisation des BRICS en alternative aux institutions de Bretton Woods ; deuxièmement, s'imposer comme un fournisseur essentiel pour la Chine, sans toutefois tomber dans une trop grande dépendance en matière d'hydrocarbures ; enfin, essayer de développer des exportations de haute technologie vers la Chine.

## Des divergences structurelles persistantes

La Russie aurait-elle trouvé dans la Chine le partenaire idéal pour réussir son « tournant vers l'Asie » ? Rien n'est moins sûr. Le partenariat butte sur des divergences structurelles.

Sur le plan géopolitique, la vision de la Russie peut être sensiblement différente de celle de la Chine. La Russie est actuellement engagée dans une politique du fait accompli visant à réviser les équilibres imposés en Europe et au Moyen-Orient après la chute de l'URSS. C'est une stratégie révisionniste et extrêmement dynamique. La Chine, quant à elle, est conservatrice : la stabilité prime sur toute chose. Ainsi, concernant l'annexion de la Crimée, la Chine n'a pas activement soutenu la Russie, car il s'agit d'une brèche dans le front commun sino-russe de défense du principe de non-ingérence. De plus, en Asie centrale comme en Afrique, la Russie trouve dans la Chine

un rival plus qu'un partenaire fiable : le retour des entreprises russes en Afrique depuis la visite de Medvedev en 2008 se heurte à l'omniprésence chinoise sur le continent. En outre, les perspectives sur l'avenir de l'OCS peuvent diverger : l'extension du champ de compétence de l'OCS au champ économique est souhaitée par Pékin, notamment pour accroître son influence en Asie centrale, autour du projet de Nouvelle route de la Soie. Mais ce mouvement est plutôt redouté par Moscou, jaloux de son influence dans les anciennes Républiques soviétiques. En réponse, la Russie a favorisé la candidature de l'Inde et du Pakistan à l'OCS pour diluer le poids de la RPC dans l'organisation. Approfondissement contre élargissement, les partenaires ne sont pas alignés.

Dans le domaine militaire, Moscou n'hésite pas à fournir des équipements aux rivaux de la Chine dans la région (Inde, Vietnam, etc.) et se montre de plus en plus attentive concernant les transferts de technologies vers la Chine. Celle-ci

Russie alors que les régions du Nord-Est de la Chine comptent 130 millions d'habitants. Les empiétements chinois *de facto* inquiètent les autorités russes.

En somme, la Russie n'est pas enclue à s'engager dans un partenariat sans réserve avec la Chine. Elle se méfie d'un tête-à-tête exclusif et contraignant. En conséquence, plusieurs incertitudes pèsent sur l'avenir de ce partenariat.

Premièrement, jusqu'où la solidarité entre Chine et Russie ira-t-elle face à l'administration Trump ? La Russie sera nécessairement tentée de se rapprocher des États-Unis pour obtenir une levée des sanctions, alors que la Chine est, elle, confrontée à un durcissement américain sur Taïwan et ses échanges commerciaux.

Deuxièmement, le projet « Force de Sibérie » sera-t-il réalisé dans les temps et à l'échelle prévue ? Les autorités russes ont en effet négocié en position de faiblesse, au moment d'un bas historique pour les cours des hydrocarbures et d'un isolement maximal sur la scène

**“En Asie centrale comme en Afrique, la Russie trouve dans la Chine un rival plus qu'un partenaire fiable.”**

risque en effet de la concurrencer sous peu sur les marchés internationaux en s'appropriant ces technologies grâce à un usage irrégulier des licences d'exportation et au *retro-engineering*. Ainsi, en 2004, les autorités russes ont bloqué l'exportation des bombardiers Su-35 et de Tu-22M en raison de désaccords sur la protection des technologies sur le Su-27SK, renommé Shenyang J-11 en Chine. Dans le domaine économique, la Russie est réticente à accentuer son « tournant chinois ». Les autorités publiques veillent en effet à limiter les investissements chinois en Russie. Ainsi, en 2002, la compagnie chinoise China National Petroleum Corporation s'est portée acquéreuse de la compagnie russe Slavneft et a été écartée par les autorités russes. Concernant l'avenir de l'Extrême-Orient russe, la Russie est également vigilante à préserver ses intérêts. Démographiquement parlant, le vide de la Sibérie russe et le plein de la Chine se font face : la Sibérie rassemble seulement 5 % de la population de la Fédération de

internationale. Seront-elles prêtes à réaliser les investissements colossaux demandés par leurs partenaires chinois ? Ce projet sera-t-il le ciment définitif d'une alliance économique ou une pomme de discorde durable ?

Troisièmement, la Russie est-elle prête à favoriser la montée en puissance d'un concurrent militaire et industriel en continuant à exporter massivement vers la Chine ses équipements de pointe ?

Le partenariat de la Russie avec la Chine est à l'image du tournant russe vers l'Asie. Cementé par une vision géopolitique commune, il est aujourd'hui à son zénith historique et produit des résultats sécuritaires, mais aussi énergétiques. Toutefois, plusieurs obstacles s'accumulent : les rapports avec les États-Unis peuvent être marqués par un décollage face à l'administration Trump ; les efforts d'investissement sont encore modestes en raison du caractère marginal de la Russie en Asie. Du partenariat à l'alliance, le chemin n'a pas été franchi.

Cyrille Bret

# OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

Chaque mois, découvrez dans nos magazines  
**DIPLOMATIE** (6 n°/an) & **LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE** (6 n°/an)  
le meilleur de la géopolitique et des affaires internationales

**OUI, JE M'ABONNE OU J'ABONNE UN(E) AMI(E) :**

**OFFRE N°1**  
**ABONNEMENT À DIPLOMATIE**



**1 AN D'ABONNEMENT • 6 NUMÉROS**

France métrop. 40€  DOM/TOM/Europe 55€  Reste du monde 70€

**2 ANS D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS**

France métrop. 70€  DOM/TOM/Europe 100€  Reste du monde 130€

**OFFRE N°2**  
**ABONNEMENT AUX GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE**



**1 AN D'ABONNEMENT • 6 NUMÉROS**

France métrop. 45€  DOM/TOM/Europe 60€  Reste du monde 75€

**2 ANS D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS**

France métrop. 80€  DOM/TOM/Europe 110€  Reste du monde 140€

**OFFRE N°3**  
**ABONNEMENT À DIPLOMATIE + LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE**



**1 AN D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS**

France métrop. 75€  DOM/TOM/Europe 105€  Reste du monde 135€

**2 ANS D'ABONNEMENT • 24 NUMÉROS**

France métrop. 140€  DOM/TOM/Europe 200€  Reste du monde 260€

Offres valables jusqu'au 31/07/2017 dans la limite des stocks disponibles

**MES COORDONNÉES**

M.  Mme  M<sup>me</sup> Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Pays.....

Téléphone.....

E-mail.....

**JE RÈGLE MON (MES) ABONNEMENT(S) PAR :**

chèque bancaire ou postal, libellé en euros (à l'ordre d'AREION)

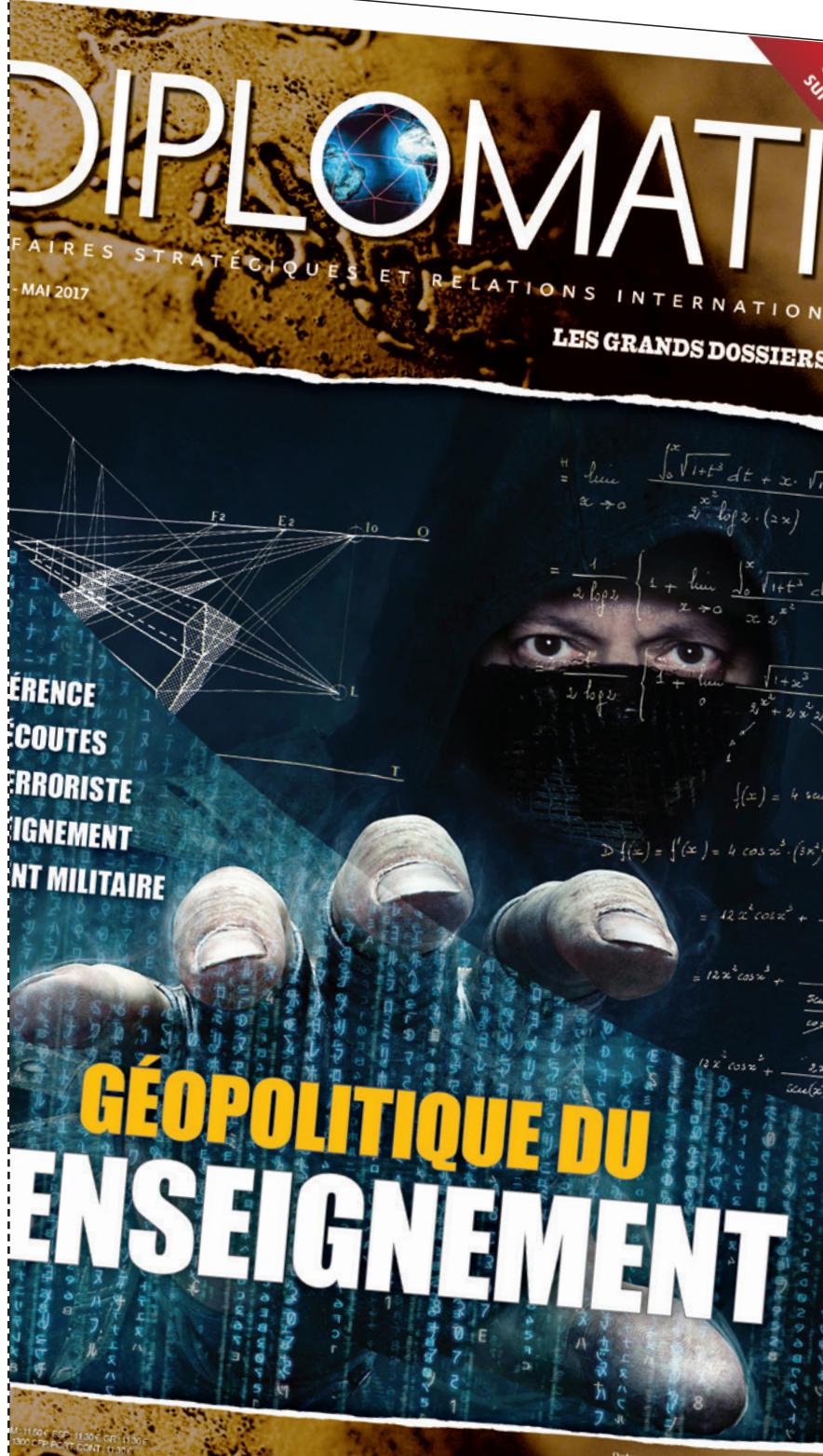
par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

N° de carte \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Date et signature (obligatoires)

Date d'expiration \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Cryptogramme  
(3 derniers chiffres au dos de la CB)



Conformément à la loi Informatique et Libertés du 01.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande.

Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.

Passer votre commande sur notre boutique sécurisée

areion24.news



À renvoyer par courrier à :

MAGAZINE DIPLOMATIE – SERVICE ABONNEMENT  
c/o BACK-OFFICE PRESS – 12350 PRIVEZAC

Vous pouvez également vous abonner sur Internet : [www.geostrategique.com](http://www.geostrategique.com)